



## CHAPITRE 129

Loi modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs

[Sanctionnée le 21 février 1957]

Préambule.

**A**TTENDU que le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal a représenté qu'il est dans son intérêt, comme dans l'intérêt des commissions scolaires locales sur lesquelles s'étend son contrôle, que la loi le constituant en corporation, la loi 15 George V, chapitre 45, modifiée par les lois 16 George V, chapitre 47; 17 George V, chapitre 42; 18 George V, chapitre 51; 18 George V, chapitre 52; 18 George V, chapitre 53; 19 George V, chapitre 48; 19 George V, chapitre 49; 20 George V, chapitre 59; 20 George V, chapitre 60; 21 George V, chapitre 65; 24 George V, chapitre 43; 1 Édouard VIII, chapitre 17; 2 George VI, chapitre 120; 3 George VI, chapitre 73; 11 George VI, chapitre 81; 14-15 George VI, chapitre 108; 1-2 Elizabeth II, chapitre 116, et 4-5 Elizabeth II, chapitre 124, soit de nouveau modifiée et que des pouvoirs plus étendus lui soient donnés pour rendre son action plus efficace;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1925, c. 45, s. 13, am. **1.** L'article 13 de la loi 15 George V, chapitre 45, modifié par l'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 124, est de

## CHAPTER 129

An Act to amend the act 15 George V, chapter 45, respecting Protestant schools in and around the city of Montreal

[Assented to, the 21st of February, 1957]

**W**HEREAS The Protestant School Board of Greater Montreal represented that it is in its interests, as well as in the interests of the local school boards over which its control extends, that its act of incorporation, the act 15 George V, chapter 45, as amended by the acts 16 George V, chapter 47; 17 George V, chapter 42; 18 George V, chapter 51; 18 George V, chapter 52; 18 George V, chapter 53; 19 George V, chapter 48; 19 George V, chapter 49; 20 George V, chapter 59; 20 George V, chapter 60; 21 George V, chapter 65; 24 George V, chapter 43; 1 Edward VIII, chapter 17; 2 George VI, chapter 120; 3 George VI, chapter 73; 11 George VI, chapter 81; 14-15 George VI, chapter 108; 1-2 Elizabeth II, chapter 116, and 4-5 Elizabeth II, chapter 124, be again amended and more extended powers be given to it to make its action more effective;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 13 of the act 15 George V, chapter 45, amended by section 2 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 124, is

nouveau modifié en ajoutant les paragraphes suivants:

Résilia-  
tion d'en-  
gage-  
ments.

"10. De résilier l'engagement des instituteurs et institutrices et autres employés du bureau, pour cause d'incapacité, de négligence à remplir leurs devoirs, d'insubordination, d'inconduite ou d'immoralité.

Cours  
d'études.

"11. De prendre les mesures nécessaires pour que le cours d'études, autorisé par le comité protestant du conseil de l'instruction publique, soit suivi dans chaque école.

Règle-  
ments  
d'hygiène.

"12. D'adopter et mettre à exécution des règlements concernant l'hygiène dans les écoles, pourvu que ces règlements ne soient pas contraires à ceux du conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec."

again amended by adding the following subsections:

"10. To cancel the engagement of teachers and other employees of the board on account of incapacity, negligence in the performance of their duties, insubordination, misconduct or immorality.

Cancell-  
ation of  
engage-  
ments.

"11. To take the measures necessary to have the course of study, authorized by the Protestant committee of the Council of Education, followed in each school.

Course  
of study.

"12. To make and carry out such regulations respecting hygiene in schools as are not contrary to those of the Superior Board of Health of the Province of Quebec."

Hygiene  
regula-  
tions.

1925,  
c. 45,  
a. 14a,  
remp.

2. L'article 14a de ladite loi 15 George V, chapitre 45, édicté par l'article 1 de la loi 24 George V, chapitre 43, est remplacé par le suivant:

2. Section 14a of the said act 15 George V, chapter 45, enacted by section 1 of the act 24 George V, chapter 43, is replaced by the following:

Engage-  
ments  
par le  
Bureau.

"14a. Le Bureau métropolitain engage tous les instituteurs et institutrices ayant les qualités requises par la loi, pour enseigner dans les écoles sous sa juridiction, et engage aussi tous les autres employés."

"14a. The Greater Montreal Board shall engage all the teachers, qualified as required by law, to teach in the schools under its control, and shall also engage all other employees."

Engage-  
ments by  
Board.

1925,  
c. 45,  
a. 16, am.

3. L'article 15 de la loi 15 George V, chapitre 45, modifié par l'article 11 de la loi 14-15 George VI, chapitre 108, et par l'article 4 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 124, est de nouveau modifié comme suit:

Le paragraphe 1 est abrogé.

Le paragraphe 2 est abrogé.

Le paragraphe 4 est abrogé.

Le paragraphe 5 est abrogé.

Le paragraphe 9 est abrogé.

Le paragraphe 24 est remplacé par le suivant:

Pouvoirs  
généraux.

"24° D'exercer les pouvoirs généralement conférés aux commissaires ou aux syndics d'écoles par les lois en vigueur, d'en exercer les fonctions non spécialement attribuées au Bureau métropolitain."

3. Section 15 of the act 15 George V, chapter 45, as amended by section 11 of the act 14-15 George VI, chapter 108, and by section 4 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 124, is again amended as follows:

Subsection 1 thereof is repealed.

Subsection 2 thereof is repealed.

Subsection 4 thereof is repealed.

Subsection 5 thereof is repealed.

Subsection 9 thereof is repealed.

Subsection 24 thereof is replaced by the following:

"24. To exercise the powers generally conferred upon school commissioners or trustees by the laws in force, and to perform the duties not specially allotted to the Greater Montreal Board."

General  
powers.

1925,  
c. 45,  
a. 16, am.

4. L'article 16 de la loi 15 George V, chapitre 45, modifié par la loi 16 George V, chapitre 47, article 1, et remplacé par les lois 17 George V, chapitre 42, article 2, et 18 George V, chapitre 51, article 1, et

4. Section 16 of the act 15 George V, chapter 45, as amended by the act 16 George V, chapter 47, section 1, and as replaced by the acts 17 George V, chapter 42, section 2, and 18 George V, chapter

de nouveau modifié par les lois 18 George V, chapitre 52, article 1; 18 George V, chapitre 53, article 1; 19 George V, chapitre 48, article 2, et 20 George V, chapitre 60, article 1, et de nouveau remplacé par la loi 21 George V, chapitre 65, article 2, et de nouveau modifié par les lois 24 George V, chapitre 43, article 3; 1 Édouard VIII, chapitre 17, article 1; 2 George VI, chapitre 120, article 1, et 11 George VI, chapitre 81, article 8, et modifié par 1-2 Elizabeth II, chapitre 116, article 2, et par 4-5 Elizabeth II, chapitre 124, article 11, est de nouveau modifié en remplaçant le second alinéa du paragraphe 9a de l'article 16, édicté par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 124, article 11, par le suivant:

Taux de la  
taxe fixée  
annuelle-  
ment.

"Cependant, dans tout territoire relevant aussi de l'autorité de la Commission des écoles catholiques de Montréal, le taux de la taxe est fixé annuellement, le ou avant le 15 janvier de chaque année, d'un commun accord avec la Commission des écoles catholiques de Montréal, et ce taux ainsi fixé s'applique aux diverses cités, villes ou municipalités dont le territoire est soumis, pour fins scolaires protestantes, à la juridiction du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal. A défaut d'entente entre les deux autorités le ou avant le 15 janvier de chaque année, le taux est fixé par le surintendant de l'instruction publique au plus tard le premier février de chaque année."

1925,  
c. 45,  
ss. 18a-  
18b, aj.

5. Ladite loi 15 George V, chapitre 45, est modifiée en y ajoutant, après l'article 18, les articles suivants:

Pouvoir  
d'hypo-  
théquer,  
etc.

"18a. Nonobstant toute disposition légale incompatible, le Bureau métropolitain et tous les bureaux locaux relevant de sa juridiction et de son autorité sont autorisés par la présente loi à hypothéquer, ou vendre, échanger ou autrement aliéner les immeubles leur appartenant, sous réserve seulement de l'approbation du surintendant de l'instruction publique, et l'article 240 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 59) ne s'applique plus désormais au Bureau métropolitain ou à l'un ou l'autre des bureaux locaux relevant de sa juridiction et de son autorité.

51, section 1, and again amended by the acts 18 George V, chapter 52, section 1; 18 George V, chapter 53, section 1; 19 George V, chapter 48, section 2, and 20 George V, chapter 60, section 1, and again replaced by the act 21 George V, chapter 65, section 2, and again amended by the acts 24 George V, chapter 43, section 3; 1 Edward VIII, chapter 17, section 1; 2 George VI, chapter 120, section 1, and 11 George VI, chapter 81, section 8, and amended by 1-2 Elizabeth II, chapter 116, section 2, and by 4-5 Elizabeth II, chapter 124, section 11, is again amended by replacing the second paragraph of subsection 9a of section 16 as enacted by 4-5 Elizabeth II, chapter 124, section 11, by the following:

Rate of  
tax fixed  
annually.

"However, in any territory that is also subject to the jurisdiction of the Montreal Catholic School Commission, the rate of tax shall be fixed yearly, on or before January 15th in each year, in agreement with the Montreal Catholic School Commission, and the rate so fixed shall apply in the various cities, towns, or other local municipalities the territory of which is subject to the jurisdiction, for Protestant school purposes, of The Protestant School Board of Greater Montreal. If the two authorities fail to agree on or before January 15th in each year the rate shall be fixed by the Superintendent of Education not later than February 1st, in each year."

5. The said act 15 George V, chapter 45, is amended by adding, after section 18 the following sections:

1925,  
c. 45,  
ss. 18a-  
18b,  
added.

"18a. Notwithstanding any legal disposition to the contrary, the Greater Montreal Board and all local boards under its jurisdiction and control are hereby empowered to hypothecate, or sell, exchange, or otherwise alienate the immovables belonging to them, subject only to the approval of the Superintendent of Education, and section 240 of the Education Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 59) shall henceforth not be applicable to the Greater Montreal Board or any of the local boards under its jurisdiction and control.

Power to  
hypothe-  
cate, etc.

Garde des  
plans, etc.  
par le  
sec.-trés.

**“18b.** Nonobstant l'article 334 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59) le secrétaire-trésorier du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal a la garde des plans, actes, cartes, et de tous autres documents relatifs à tous les immeubles appartenant au Bureau métropolitain ou à l'une quelconque des municipalités scolaires protestantes locales relevant de sa juridiction et de son autorité.”

1925,  
c. 45,  
a. 21f,  
remp.

**6.** L'article 21f de ladite loi 15 George V, chapitre 45, édicté par la loi 3 George VI, chapitre 73, article 3, est remplacé par le suivant:

Signa-  
tures.

**“21f.** Les fac-similés des signatures du président et du secrétaire-trésorier peuvent être gravés, lithographiés ou imprimés sur les obligations, et sur les coupons joints à toutes telles obligations qui peuvent être émises par le Bureau métropolitain.”

1947,  
c. 81,  
ss. 4, 5, 7,  
remp.

**7.** La loi 11 George VI, chapitre 81, modifiée par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 124, est de nouveau modifiée en y ajoutant les articles 7a et 7b comme suit, et en remplaçant les articles 4, 5 et 7, par les suivants:

Rôle  
d'éva-  
luation  
modifié.

**“4.** A compter du dépôt, dans la municipalité intéressée, d'une copie de la résolution mentionnée à l'article 3 de la présente loi, laquelle a été certifiée par le secrétaire-trésorier du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, cette municipalité modifie, tel qu'indiqué par cette résolution, pour toutes fins de cotisation et de perception de taxes scolaires relativement aux immeubles inscrits sur la liste protestante et la liste neutre, le rôle d'évaluation jusque là en usage dans cette municipalité; ce rôle modifié entre en vigueur le premier jour de juillet qui suit le dépôt susdit, à condition que le dépôt ait été fait le ou avant le 31 mai.

Ce rôle modifié demeure en vigueur durant toute la période pendant laquelle le rôle dont il est l'amendement demeure lui-même en vigueur ou durant l'année commençant le premier jour de juillet

**“18b.** Notwithstanding section 334 of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59) the secretary-treasurer of The Protestant School Board of Greater Montreal shall be the custodian of the plans, deeds, maps and all other documents pertaining to all immoveables the property of the Greater Montreal Board or any of the local Protestant school municipalities subject to its jurisdiction and control.”

Custody  
of plans,  
etc., by  
sec.-treas.

**6.** Section 21f of the said act 15 George V, chapter 45, enacted by the act 3 George VI, chapter 73, section 3, is replaced by the following:

1925,  
c. 45,  
s. 21f,  
replaced.

**“21f.** The fac-simile signatures of the chairman and secretary-treasurer may be engraved, lithographed or printed on the bonds and on the coupons which may be attached to any such bonds that may be issued by the Greater Montreal Board.”

Signa-  
tures.

**7.** The act 11 George VI, chapter 81, as amended by the act 4-5 Elizabeth II, chapter 124, is again amended by adding thereto sections 7a and 7b as follows, and by replacing sections 4, 5 and 7 thereof, by the following:

1947,  
c. 81,  
ss. 4, 5, 7,  
replaced.

**“4.** Upon the deposit, with the municipality concerned, of a copy of the resolution mentioned in section 3 of this act, certified by the secretary-treasurer of The Protestant School Board of Greater Montreal, such municipality shall amend as directed by such resolution, for all purposes of assessment and collection of school taxes in respect of immoveable properties entered on the Protestant and neutral panels, the valuation roll theretofore in use by such municipality; such amended valuation roll shall come into force on the first day of July following the above mentioned deposit provided the deposit was made on or before May 31st.

Valuation  
roll  
amended.

Such amended roll shall remain in force for the period during which the roll of which it is an amendment shall remain in force or for the year commencing on the first day of July next following the



suivant la date dudit dépôt, suivant que l'une ou l'autre de ces périodes sera la plus longue.

Base de l'évaluation.

A compter du premier juillet 1956, l'évaluation et la perception pour fins de taxes scolaires pour chaque année concernant les immeubles inscrits sur la liste protestante et la liste neutre, seront basées sur l'évaluation desdits immeubles tel qu'apparaissant sur le rôle d'évaluation ainsi modifié et en vigueur au commencement de telle année, après y avoir ajouté les montants de toute augmentation due à de nouvelles constructions, additions ou améliorations, et après en avoir déduit les montants de toute diminution due à l'incendie, à la démolition ou à toute autre cause tel qu'apparaissant au rôle d'évaluation homologué par cette municipalité durant ladite année.

date of the said deposit whichever shall be the longer period.

As and from the first day of July, 1956, the assessment and collection of school taxes for each year in respect of immoveable properties entered on the Protestant and Neutral Panels shall be based on the valuations of immoveable properties set forth in the valuation roll as so amended and in force at the beginning of such year after adding thereto the amounts of any constructions, additions or improvements and after deducting therefrom the amounts of any decreases due to fire, demolition or any other cause in such valuations established by the valuation roll, homologated by such municipality during the said year.

Basis of valuation.

Avis.

"5. Aussitôt après le dépôt de la résolution mentionnée à l'article 4 de la présente loi, le Bureau métropolitain en donne un avis public dans deux journaux, l'un de langue anglaise et l'autre, de langue française, mis généralement en circulation dans le district de Montréal, et tout contribuable touché par ces modifications au rôle peut, durant les 30 jours qui suivent lesdits avis publics, porter plainte auprès du surintendant contre l'évaluation qu'on y attribue à sa propriété, en déposant une plainte par écrit au Bureau métropolitain, établissant les motifs de son grief et l'évaluation qui, selon lui, aurait dû être attribuée à sa propriété, et le Bureau métropolitain transmet toutes ces plaintes au surintendant.

"5. Immediately after the deposit of the resolution mentioned in section 4 of this act, the Greater Montreal Board shall give one public notice thereof in two newspapers, one published in the English language and one published in the French language, in general circulation in the district of Montreal and any ratepayer affected by such amendments to the valuation roll may, within 30 days from said public notice, complain to the Superintendent against the valuation of his property as shown thereon by filing a written complaint with the Greater Montreal Board stating the grounds of his complaint and the valuation which he thinks should have been placed upon his property, and the Greater Montreal Board shall forward all such complaints to the Superintendent.

Notice.

Modification suivant plainte.

"7. Au reçu de toute plainte faite en vertu des dispositions de l'article 5 de la présente loi, le surintendant peut, par écrit adressé à la municipalité intéressée et au Bureau métropolitain, ordonner que le rôle d'évaluation modifié soit de nouveau modifié de la façon qu'il spécifie; ce rôle est dès lors en vigueur en vertu de l'article 4 de la présente loi et est de ce fait considéré comme modifié selon qu'il a été ordonné de le faire, avec effet à compter de la date où il a été déposé. Le surintendant peut par un tel ordre dé-

"7. After the receipt of any complaint made under the provisions of section 5 of this act, the Superintendent may, by writing addressed to the municipality concerned and to the Greater Montreal Board, order such amendment as he may therein specify, to the amended valuation roll which shall then be in force by virtue of section 4 of this act, and such valuation roll shall thereupon be deemed to be amended to the extent so ordered, with effect from the date of deposit thereof. The Superintendent may by such order

Amendment following complaint.

créer des modifications ou changements au rôle d'évaluation modifié relativement aux propriétés immobilières de contribuables qui n'ont pas déposé de plaintes en vertu de l'article 5 de la présente loi.

direct changes or amendments to the amended valuation roll concerning the immoveable properties of ratepayers who have not filed complaints under section 5 of this act.

Frais  
d'expertise,  
etc.

"7a. Les frais d'expertise pour l'évaluation des propriétés immobilières inscrites à la liste neutre et apparaissant aux rôles d'évaluation de celle-ci, dans toute municipalité dont le territoire est soumis à la juridiction du Bureau métropolitain pour fins scolaires protestantes, et les frais des contre-expertise et évaluation pouvant être ordonnées aux termes de la présente loi constituent, subordonnement à l'approbation du surintendant de l'instruction publique, une créance privilégiée sur la liste neutre de la municipalité ou des municipalités où l'expertise a été faite ou pour lesquelles la contre-évaluation a été ordonnée, et lesdits frais sont payés au Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal par la municipalité ou les municipalités à qui l'ordre a été donné.

"7a. The costs of examining the immoveable properties entered on the neutral panel and appearing on the valuation rolls thereof, in any municipality the territory of which is subject to the jurisdiction of the Greater Montreal Board for Protestant school purposes, and the costs of any re-examination and appraisal, which might be ordered under the terms of this act shall, subject to the approval of the Superintendent of Education, be a first charge on the neutral panel of such municipality or municipalities where the examination was effected or where the reassessment was ordered, and the said costs shall be paid to The Protestant School Board of Greater Montreal by the municipality or municipalities so ordered.

Examination  
costs,  
etc.

Évaluation  
fixe.

"7b. Aux fins de taxes scolaires, et cela pour la seule année 1956-57, l'évaluation des propriétés de Canadian Car & Foundry Company Limited situées dans la municipalité de ville Saint-Pierre sont portées et fixées à \$3,500,000."

"7b. For school tax purposes and only for the year 1956-57, the assessment of the properties of Canadian Car & Foundry Company, Limited located in the municipality of ville Saint-Pierre, shall be increased to and fixed at \$3,500,000."

Fixed  
valuation.

1925,  
c. 45, s. 3,  
am.

S. L'article 3 de la loi 15 George V, chapitre 45, modifié par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 124, article 7, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

S. Section 3 of the act 15 George V, chapter 45, as amended by the act 4-5 Elizabeth II, chapter 124, section 7, is again amended by adding thereto the following paragraph:

1925,  
c. 45, s. 3,  
am.

Annexion.

"Le territoire ci-après désigné, faisant partie de la municipalité scolaire de La Présentation de la Sainte-Vierge, dans le comté de Jacques-Cartier, savoir: Les lots 550 à 559 inclusivement indiqués au plan officiel et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, est annexé pour fins scolaires protestantes à La commission scolaire protestante de Lachine. Les immeubles inscrits à la liste neutre dudit territoire sont évalués par les autorités municipales et le produit de cette taxe est payé par lesdites autorités aux corporations scolaires protestantes et catholiques romaines dont le territoire ci-dessus désigné fait partie, proportionnellement au nombre d'enfants

"The territory hereinafter designated, forming part of the school municipality of La Présentation de la Sainte-Vierge, in the county of Jacques-Cartier, to wit: Lots numbers 550 to 559 inclusive on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, is annexed for Protestant school purposes to The Protestant board of school commissioners of Lachine. The real estate in the neutral panel of the aforesaid territory shall be assessed by the municipal authorities and the proceeds of such tax shall be paid by the said authorities to the Protestant and Roman Catholic school corporations of which the above designated territory forms part, in pro-

Annexation.

de cinq à seize ans de chaque dénomination religieuse fréquentant respectivement les écoles de chaque municipalité scolaire."

portion to the number of children from five to sixteen years of age of each religious denomination respectively attending the schools of each school municipality."

Entrée en  
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming  
into force.